

La réalité de la mondialisation



Theodore H. Moran

Beyond Sweatshops

Foreign Direct Investment and Globalization in Developing Countries

Brookings Institution Press, Washington, 2002, v + 196 p., 46,95 \$/34,75 £ (toilé), 18,95 \$/13,95 £ (broché)

LA PERCEPTION de l'investissement direct étranger (IDE) a beaucoup varié au fil du temps. En dehors de la sphère communiste, l'IDE a été bien accueilli jusque dans les années 60, époque à laquelle on a commencé à accuser les multinationales de faire des bénéfices sur le dos des pays d'accueil et de dicter leurs priorités aux autorités locales. Dans nombre de pays en développement, ce revirement d'opinion a débouché sur la nationalisation des actifs étrangers. Après la crise de la dette dans les années 80, l'IDE est redevenu en vogue, apparaissant comme une option plus stable que la dette à court terme, souvent volatile. Ces dernières années, les multinationales sont de nouveau la cible d'attaques virulentes, motivées par des préoccupations sociales et environnementales.

Theodore Moran se concentre sur l'impact social des entreprises étrangères et leur contribution au développement des pays d'accueil. La grande qualité de son ouvrage réside dans l'abondance de données empiriques solides, détaillées et actualisées. En moins de 200 pages, l'auteur aborde un large éventail de questions, de la qualité des emplois proposés par les entreprises étrangères dans les pays en développement aux stratégies destinées à attirer l'IDE et à stimuler l'activité, en passant par les normes fondamentales du travail et les mécanismes institutionnels qui permettraient leur application.

Pour Moran, il n'est pas vrai que l'IDE se concentre dans les activités à

bas salaire. À l'aide de statistiques sectorielles sur les stocks, les flux et les salaires, il montre que les investissements dans les activités où les salaires sont relativement élevés sont plus de dix fois supérieurs aux investissements dans celles à bas salaire. Dans les pays où l'État offre des infrastructures éducatives et physiques convenables et encourage la concurrence nationale et internationale, les entreprises étrangères tendent à cibler des activités aux salaires et à la valeur de plus en plus élevés. Si les conditions de travail sont déplorables dans de nombreuses usines, Moran montre que les entreprises ont financièrement intérêt à prendre les mesures nécessaires pour attirer et garder une main-d'œuvre mieux formée et plus satisfaite de son sort. Assurément, l'un des piliers d'un développement réussi est la sous-traitance et les achats locaux des multinationales, qui favorisent l'essor de grappes d'entreprises dynamiques. De leur côté, les pays d'accueil doivent libéraliser les importations, mener une politique macro-économique avisée et offrir les infrastructures indispensables et des possibilités de formation. Cette stratégie d'accumulation de facteurs permet

d'intégrer l'IDE dans le développement national, au lieu d'en attendre les retombées. Elle profite aussi aux entreprises locales, dont les normes sociales et environnementales sont en général moins strictes que celles des investisseurs étrangers et qui sont donc incitées à s'améliorer dans ces domaines.

Dans les pays exportateurs de capitaux, les investissements à l'étranger et les exportations sont très complémentaires. Une politique de promotion de l'investissement, combinée à des programmes d'indemnisation des individus qui souffrent des investissements directs à l'étranger, servira au mieux les intérêts de ces pays. L'ouvrage intéressera aussi ceux qui suivent le débat sur l'application des normes fondamentales du travail dans les pays en développement ou en transition. Globalement, Moran préconise des mécanismes volontaires plutôt que l'intervention de l'Organisation mondiale du commerce.

La lecture de ce livre devrait être prescrite à quiconque s'intéresse à la réalité plutôt qu'à la rhétorique de la mondialisation.

Guy Pfeffermann
Économiste en chef et Directeur du
Département économique, SFI

Ne pas refaire les mêmes erreurs

Sakiko Fukuda-Parr, Carlos Lopes, and Khalid Malik (editors)

Capacity for Development

New Solutions to Old Problems

London, United Kingdom/Sterling, Virginia, published by Earthscan in association with the United Nations Development Program, 2002, x + 284 p., 48 £/79,95 \$ (toilé), 17,95 £/29,95 \$ (broché)

CET OUVRAGE examine sous un angle nouveau les problèmes liés au renforcement des capacités et leurs solutions possibles, en rassemblant les vues de spécialistes du développement, d'universitaires et de décideurs. S'inspirant des analyses effectuées par des donateurs et des organisations internationales dans les années 80 et 90, il explore comment rendre l'assistance technique moins chère et moins dépendante d'experts étrangers guère comptables de leur action aux pays bénéficiaires. Il attribue l'échec des efforts des dona-

teurs à deux facteurs principaux : premièrement, ils ont ignoré les connaissances locales et nationales existantes (y compris celles de la société civile) et, deuxièmement, la coopération technique a été adaptée aux priorités des donateurs plutôt qu'aux besoins des pays qui en bénéficient.

Pour concevoir des politiques, des institutions et des programmes qui peuvent aider les pays en développement à renforcer durablement leurs capacités, il faudra prendre en compte la dynamique existante de transformation de la société, l'importance

Prêcher les convertis

JAGDISH Bhagwati et son ancien élève, Douglas Irwin, ont consacré une bonne partie de leur carrière à défendre le libre-échange. Ils apportent des arguments et des exemples neufs en faveur de leur thèse dans ces deux nouveaux ouvrages. À la différence des autres économistes, les libre-échangistes s'attachent quasi religieusement à faire passer leur message dans le débat public. Qu'est-ce qui les pousse à descendre de leur tour d'ivoire? La réponse se dessine au fur et à mesure de la présentation de trois arguments des auteurs : le libre-échange est une bonne chose; cependant, ce n'est peut-être pas évident pour le grand public; enfin, les groupes représentant des intérêts particuliers sont opposés au libre-échange.

Les tenants du libre-échange s'accordent pour dire qu'il accroît la prospérité nationale plus que toute autre forme de commerce. Ce consensus remarquable s'appuie sur une tradition théorique, à laquelle Bhagwati a beaucoup contribué, et sur des données historiques, exposées par Irwin. Aussi le libre-échange est-il beaucoup moins exposé à la critique que d'autres politiques prônées par le «Consensus de Washington», qui reposent sur des leçons dispa-



Jagdish Bhagwati

Free Trade Today

Princeton University Press, Princeton, New Jersey, and Woodstock, Oxfordshire, England, 2002, ix + 128 p., 24,95 \$/17,95 £ (toilé)

Douglas Irwin

Free Trade Under Fire

Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 2002, x + 257 p., 27,95 \$ (toilé)

rates tirées de l'histoire récente et dont le cadre théorique est incohérent. C'est sans aucun doute grâce à cette convergence des points de vue que les libre-échangistes sont moins absorbés par des querelles intestines que les autres économistes et qu'ils peuvent prendre le temps de participer au débat public.

Les vertus du libre-échange ne sont cependant pas toujours évidentes pour le grand public. Bhagwati nous rappelle que Paul Samuelson considérait l'avantage comparatif comme le concept le plus paradoxal mais le plus convaincant des sciences sociales. Je pense plutôt que le libre-échange a été victime des attentes croissantes et irréalistes qui ont accompagné son adoption dans bien des pays. Ces grandes espérances à court terme n'étant pas satisfaites, le public se retrouve déçu des réformes commer-

ciales elles-mêmes. Les deux auteurs clarifient judicieusement ce que le libre-échange peut ou ne peut pas réaliser.

Le libre-échange profite à l'économie tout entière, mais il se peut que certains groupes en souffrent et s'y opposent fermement. Il existe donc en général dans le processus politique un préjugé contre le libre-échange. La mission de ses défenseurs consiste à rééquilibrer le débat et à exposer les avantages du libre-échange. C'est un combat d'idées héroïque contre les intérêts particuliers.

Si les auteurs partagent ces convictions, ils les défendent différemment. Bhagwati, éminent théoricien du commerce, s'appuie sur un raisonnement déductif pour montrer comment des arguments spécifiques peuvent s'inscrire dans un cadre plus large. Irwin, économiste empirique et historien avant tout, recense des faits et en tire des enseignements généraux. Deux exemples suffisent pour illustrer les différentes méthodes des auteurs.

Bhagwati expose comment la théorie classique du commerce peut apporter des réponses à de nouvelles questions, telles que les répercussions du commerce sur l'environnement. Il montre comment on peut ramener bien des critiques anciennes et nouvelles à l'objection générale suivante : le libre-échange est sans aucun doute bénéfique dans un monde idéal et sans tensions, mais il pourrait être nuisible dans le monde réel, avec toutes ses imperfections. Comme le public se préoccupe aujourd'hui de l'environnement ou des normes sociales, cette critique habituelle a pris des formes nouvelles. L'argument semble si convaincant que même certains partisans du libre-échange ont des doutes à propos de ses effets. La réponse figure dans un article très remarqué écrit en 1963 par Bhagwati et V.K. Ramaswami, qui démontrent qu'il vaut

d'une prise en charge locale des politiques et de la capacité de réaliser des objectifs nationaux, l'asymétrie des relations donateurs-pays bénéficiaires (d'où un engagement insuffisant de la part des bénéficiaires) et le besoin des pays en développement d'accéder aux nouvelles technologies.

Khalid Malik estime que, même dans les rares cas où les politiques et les institutions sont appropriées, le fait d'ignorer les questions sociales aboutira à une trajectoire de développement non viable. Dans le chapitre sur la participation des citoyens et le développement, il est noté que, lorsque les citoyens sont engagés activement, un flux d'information plus précis se traduit par de meilleures décisions et une meilleure exécution. Un autre chapitre explore les besoins de la transformation industrielle en capital social, sur la base des expériences des pays d'Asie de l'Est. Si l'auteur, Sanjhaya

Lall, conclut que certains éléments du capital social peuvent être entretenus, il n'offre aucune recette à cet effet.

La dernière section examine les implications des progrès technologiques pour la connaissance, l'information et le développement. Sakiko Fukuda-Parr et Ruth Hill concluent que l'ère électronique offre un nouveau modèle de coopération pour le développement en créant de nouveaux moyens de partage de la connaissance, en facilitant l'accès à l'information et en renforçant les capacités. En outre, ce nouvel environnement encourage un flux d'information Sud-Sud.

Cet ouvrage constitue une lecture essentielle pour tous les spécialistes du développement et les décideurs qui s'intéressent au renforcement des capacités.

Bassirou Sarr

Conseiller,

Département des relations extérieures
du FMI

mieux corriger les distorsions intérieures en combinant politique économique intérieure et libre-échange, plutôt que par la politique commerciale. On peut donc utiliser les instruments de la théorie du commerce pour analyser même des problèmes nouveaux, et le libre-échange reste la solution privilégiée.

Irwin offre une description fascinante de l'importance des institutions. Il décrit ainsi la politique commerciale américaine depuis le siècle dernier, en s'intéressant particulièrement à la Crise de 29. La loi de 1934 sur les accords de commerce réciproques (Reciprocal Trade Agreements Act), dont l'application reposait sur l'idée à courte vue d'accroître la demande d'exportations par des accords bilatéraux, a transféré au Président le pouvoir de négocier les droits de douane, réduisant considérablement le pouvoir de veto du Congrès. Cela a fait pencher la balance définitivement du côté du libre-échange aux États-Unis et dans une grande partie du monde. C'est un rappel utile pour les économistes des institutions financières internationales : la manière dont une crise est résolue importe autant que le fait de la résoudre.

Les deux livres montrent comment le libre-échange améliore presque toujours la prospérité nationale conformément à la théorie économique; par ailleurs, dans les quelques cas où la théorie est ambiguë (le libre-échange pourrait, par exemple, nuire à la distribution des revenus), aucune donnée empirique solide ne prouve l'effet nocif du libre-échange. Bref, le libre-échange devrait toujours être adopté.

Ces ouvrages vont-ils convertir les adversaires du libre-échange? Sans doute pas. Je pense que plusieurs forces qui ne sont pas encore bien comprises forgent les attitudes envers le commerce. Bien des arguments ressemblent aux preuves de l'existence de Dieu avancées par Saint Thomas : elles sont convaincantes si vous êtes déjà croyant. Il n'en reste pas moins que ces deux livres sont excellents. Ils apportent un mélange subtil de solide théorie et de nouvelles données et seront utiles à tous ceux que la politique économique en général intéresse. Ils fourniront aussi de nouveaux arguments à ceux qui sont convaincus des bienfaits du libre-échange.

Antonio Spilimbergo
Economiste,

Département des études du FMI

L'obsession du rendement



Robert J. Barro

Nothing Is Sacred

Economic Ideas for the New Millennium
MIT Press, Cambridge, Massachusetts, and London, England, 2002,

xix + 169 p., 24,95 \$/16,95 £ (toilé)

CE LIVRE ne plaira pas à tout le monde. Certains seront rebutés par le fondamentalisme libéral de Barro, d'autres par l'application de l'analyse économique à des domaines souvent considérés comme sortant du champ économique. Mais, pour d'autres, lire ce recueil, ce sera comme ouvrir un sachet de cacahuètes : impossible de s'arrêter avant la fin!

Les interventions directes de Barro dans le débat sur l'action des pouvoirs publics ont été limitées. Elles n'ont d'ailleurs pas rencontré un grand succès, comme en témoignent plusieurs essais où il évoque ses prises de position sur les régimes de change à adopter dans divers pays. Il relate en particulier comment, en vacances à cap Cod pendant l'été 1998, il a été expédié toutes affaires cessantes à Moscou pour conseiller le gouvernement russe. Et comment sa suggestion de créer une caisse d'émission est restée lettre morte. Dans un autre essai, il explique avoir recommandé à la Corée du Sud d'adopter le dollar comme monnaie et de ne plus s'opposer aux participations étrangères dans les banques coréennes, ce qui lui a valu d'être taxé d'«impérialiste yankee».

Imperturbable, Barro continue de préconiser des systèmes monétaires extrêmes aux pays à marché émergent et aux pays en développement. Il considère, par exemple, que la forte intégration de l'économie mexicaine dans l'économie américaine fait du Mexique un «excellent candidat» à la dollarisation. Pour Barro, la réticence du Mexique à abandonner le peso est «du même ordre que son refus de privatiser le secteur pétrolier. En revenant sur ces deux positions, le Président Vicente Fox servirait grandement son pays.» Dans le cas de l'Argentine, Barro recommande une dollarisation

complète et un accord de libre-échange avec les États-Unis.

Barro précise que la caisse d'émission ne fonctionne que si le pays concerné peut s'appuyer sur «une équipe économique efficace et sur un programme plus vaste prévoyant discipline budgétaire, réformes juridiques et amélioration du système bancaire». Mais il omet de dire que les données sur l'exécution de ces réformes sont mitigées. Peut-être estime-t-il que, si les pays n'arrivent pas à opérer ces réformes dans le cadre strict d'une caisse d'émission, il leur serait difficile d'y parvenir avec un autre régime de change.

Pourquoi certains pays sont-ils riches et d'autres pauvres? Cette question est traitée dans plusieurs essais. Selon Barro, les pays pauvres peuvent accroître leur revenu en protégeant la propriété, en défendant l'état de droit et en favorisant le libre jeu du marché chez eux et dans leurs échanges avec l'étranger. La stabilité macroéconomique est un autre facteur favorable, de même que les investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Mais la croissance n'est pas stimulée par des programmes «sociaux» encourageant la démocratie, l'éducation des femmes, la protection de l'environnement, l'élimination des inégalités de revenu, les organisations de citoyens ou le développement du capital social.

Au sujet de l'allègement de la dette des pays pauvres, Barro déclare que «c'est une dépense stérile». Mais, comme de nombreux adultes soucieux d'impressionner les adolescents, il soutient Bono, chanteur du groupe U2, qui en est partisan.

Le livre s'achève sur quelques portraits d'économistes célèbres. Robert Lucas fait l'objet d'une admiration particulière, mais Barro ne peut s'empêcher de recourir à une analyse de rendement. Lorsqu'ils enseignaient tous les deux à l'université de Chicago, Barro avait placardé dans son bureau un avis *Interdiction de fumer, sauf pour Bob Lucas*. «Bob était le seul économiste dont la conversation valait la peine de se laisser enfumer», explique-t-il.

Prakash Loungani

Assistant du Directeur,

Département des relations extérieures
du FMI